

Écrit par le 25 août 2024

Bruno Giaminardi, réélu président du CNPF Provence-Alpes-Côte d'Azur



Les propriétaires forestiers récemment élus au Conseil de centre de la délégation régionale du centre national de la propriété forestière se sont réunis mercredi 29 mars à la préfecture de Marseille. Ils ont réélu Bruno Giaminardi à la tête de la délégation régionale du CNPF.

Plus de 23 000 propriétaires forestiers privés étaient appelés à voter pour leurs représentants au sein du CNPF PACA. Cet établissement public, sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture, est dédié au développement de la gestion durable des forêts privées françaises. Il a la particularité d'avoir une gouvernance majoritairement composée de propriétaires forestiers privés élus tous les 6 ans parmi leurs pairs. Ces élus acceptent bénévolement de consacrer du temps pour défendre les enjeux d'une gestion durable en forêt privée.

Ecrit par le 25 août 2024

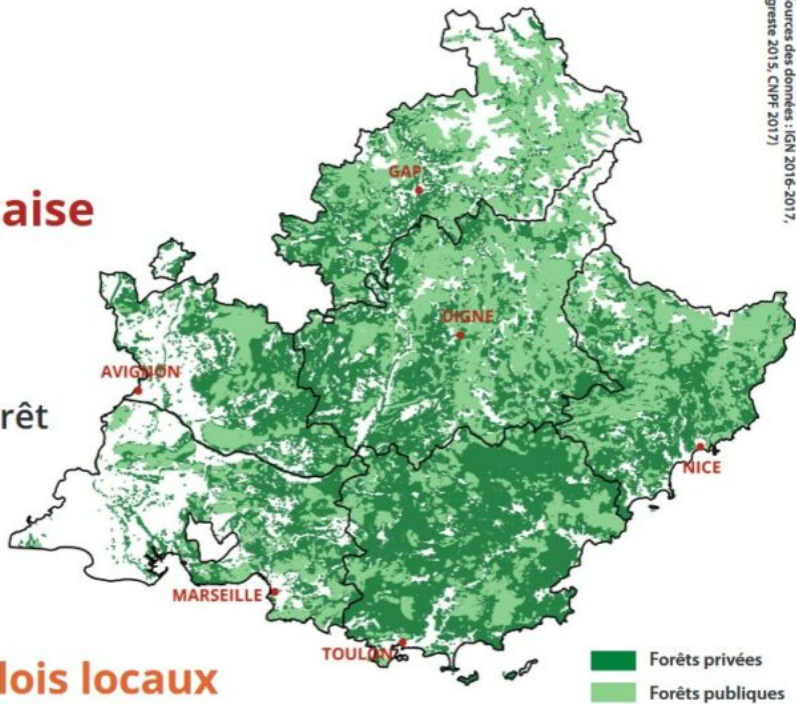
La forêt régionale :

2^{ème} région française

la plus boisée avec

51% de son territoire

116 M de m³ de bois en forêt



8280 emplois locaux
dans la filière forêt-bois

Avec un département de Vaucluse recouvert à 53% de forêts, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 2^e région la plus boisée de France avec 51% du territoire recouvert de forêts. Parmi ces forêts, 64% des surfaces appartiennent à des propriétaires privés, soit 1 million d'hectares. Ils sont ainsi environ 400 000 propriétaires privés de forêts. Ceux d'entre eux qui possèdent plus de 4 ha de forêt ou qui bénéficient d'un document de gestion durable, soit 23 000 propriétaires forestiers, étaient appelés à voter pour leurs représentants au sein du CNPF PACA.

J.R.

Provence-Alpes-Côte d'Azur : SPIE recrute 280 collaborateurs, dont 40 alternants

SPIE France, filiale du groupe [SPIE](#), leader européen des services multi-techniques dans les

Ecrit par le 25 août 2024

domaines de l'énergie et des communications, et ses 6 filiales, recrute actuellement 280 collaborateurs en Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont 40 alternants.

Dans ce cadre, la filiale, notamment implantée à Orange, Pertuis, Sérignan-du-Comtat et Vedène, recherche des profils variés allant de technicien de maintenance, technicien data centers, monteur, conducteur de travaux, soudeur, électricien industriel à ingénieur réseaux, ingénieur smart city ou encore des profils tournés vers la cybersécurité. Les postes à proposés sont principalement des CDI à temps plein, mais 40 postes en alternance sont également à pourvoir.

En Occitanie, où la filiale est implantée à Bagnols-sur-Cèze et Pont-Saint-Esprit, ce sont 605 postes qui sont à pourvoir. Là encore, tous les niveaux d'étude sont ciblés, du bac professionnel au diplôme d'ingénieur, en passant par les licences professionnelles et les BTS. « Nous recherchons des personnes qui ont envie de progresser, de transmettre et d'entreprendre », explique [Arnaud Tirmarche](#), directeur général de [SPIE](#) France, dans un communiqué.

Au total, la filiale Française du groupe cherche à recruter 3 700 collaborateurs dont 700 alternants dans le but de « renforcer son rôle d'acteur des transitions énergétique, numérique et industrielle en France et contribuer à l'émergence d'une société bas-carbone ».

Toutes les offres d'emploi sont consultables sur spie-job.com.

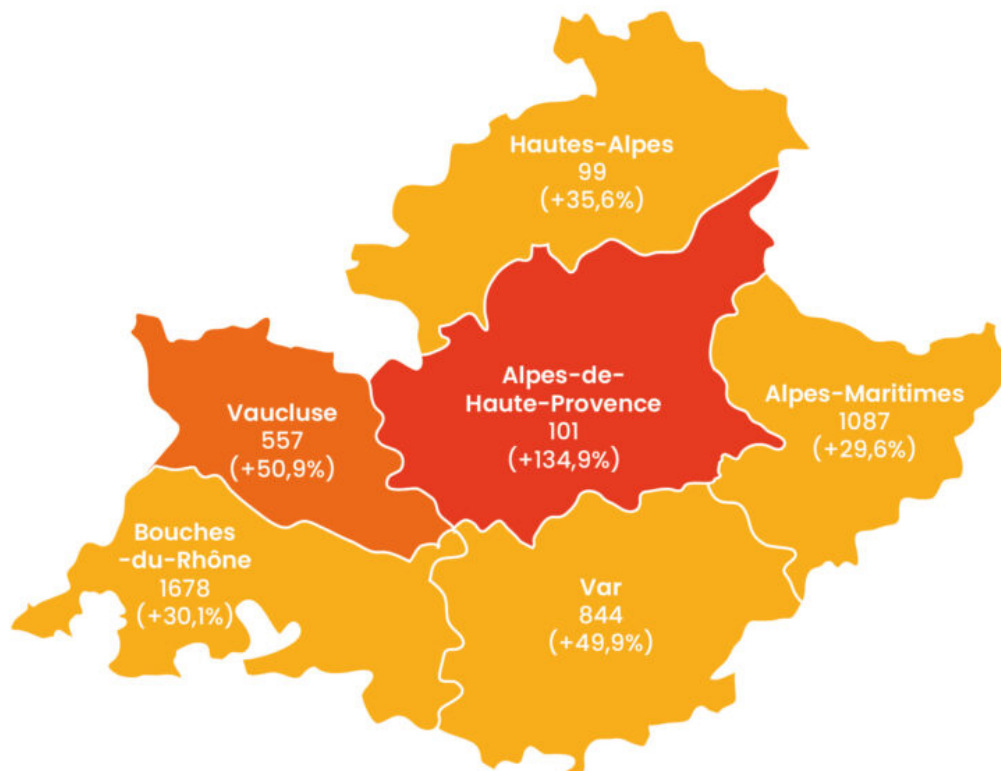
J.R.

Les défaillances d'entreprises au plus haut en Vaucluse depuis 2018

Écrit par le 25 août 2024

Évolution des défaillances d'entreprises en 2022 / 2021

Provence-Alpes-Côte d'Azur



Selon la dernière étude [d'Altares](#), le nombre de défaillances d'entreprises en Provence-Alpes-Côte d'Azur a augmenté de 37,4% en 2022. Si cette hausse est très inférieure à la tendance nationale elle est cependant très marquée en Vaucluse qui retrouve un niveau de défaillances

Ecrit par le 25 août 2024

jamais vu depuis 2018.

Avec 4 366 procédures ouvertes sur 2022, le nombre de cessations de paiement est en hausse de plus de 37% en Provence-Alpes-Côte d'Azur [par rapport à 2021](#). Une tendance cependant très inférieure à celle observée sur l'ensemble du territoire national où la hausse est historique, proche de +50 %. Le niveau des défauts est ainsi encore nettement inférieur (-16 %) à celui de 2019, année de référence avant-Covid, où plus de 5 200 cessations de paiement avaient été enregistrées. En Paca, on dénombre ainsi 860 défauts de moins qu'en 2019.

À ces défaillances s'ajoutent 127 ouvertures de procédures de sauvegarde, un dispositif de prévention accessible aux seules entreprises qui ne sont pas encore en cessation de paiement, afin de favoriser leur réorganisation. En PACA, elles constituent 3% de l'ensemble des procédures. À noter, la région est sur le podium des territoires où l'on recourt le plus aux sauvegardes, derrière l'Ile-de-France (149) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (155).

Les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône en bouclier

Les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône concentrent traditionnellement les deux tiers des défaillances et pèsent donc sur la tendance régionale. Or les deux départements contiennent la hausse à +30%. Les Bouches-du-Rhône enregistrent 1 678 cessations de paiement et les Alpes-Maritimes 1 087.

Dans le même temps, l'augmentation des défauts oscille autour de 50% dans le Var (844 ; +49,9%) et le Vaucluse (557 ; +50,9%), au plus haut depuis 2018 (voir tableau ci-dessous ainsi que la carte en illustration principale de l'article).

Les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes ne comptent qu'une centaine de procédures mais la tendance est aussi à la hausse. +36% en Hautes-Alpes et +135% dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Nombre d'ouvertures de RJ ou LJ directes par département sur 10 ans

Départements	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022 vs 2021
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE(4)	145	140	168	153	134	123	113	54	43	101	134,9%
HAUTES-ALPES(5)	154	129	133	145	128	111	108	80	73	99	35,6%
ALPES-MARITIMES(6)	1571	1 604	1 669	1 472	1 538	1 301	1 410	1 023	839	1 087	29,6%
BOUCHES-DU-RHONE(13)	2456	2414	2284	2273	2393	1869	2007	1270	1290	1678	30,1%
VAR(83)	1 300	1 296	1 473	1 225	1 190	1 140	1 082	611	563	844	49,9%
VAUCLUSE(84)	665	704	654	553	574	603	503	368	369	557	50,9%
TOTAL REGION	6 291	6 287	6 381	5 821	5 957	5 147	5 223	3 406	3 177	4 366	37,4%

© Altares

Entre inflation et crise énergétique : « les entreprises ne sortent pas indemnes de ces longs mois de turbulences ».

Ecrit par le 25 août 2024

« En Provence-Alpes-Côte d’Azur, en cumul sur 3 ans depuis 2020, moins de 11 300 entreprises ont fait défaut contre plus de 16 800 durant les trois années précédentes, précise [Thierry Millon](#), directeur des études Altares. 5 500 défaillances, soit plus d’une année de défaillances, ont ainsi été ‘épargnées’ grâce notamment aux dispositifs d’aides publiques déployés pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire puis de la guerre en Ukraine. Pourtant, si le risque a été anesthésié, évitant la déferlante tant redoutée des faillites, les entreprises ne sortent pas indemnes de ces longs mois de turbulences. Entre inflation et crise énergétique, le climat se complique encore et les fonds propres sont mis à contribution. Or, l’Observatoire du Financement des Entreprises notait dans son rapport de mai 2021 sur les fonds propres des TPE et PME que si l’essentiel de ces entreprises a affronté la crise avec des situations en fonds propres renforcées avant la Covid, une partie disposait, en revanche, de structures financières très dégradées (un tiers des TPE) ou était insuffisamment capitalisée (20% des PME analysées). De son côté, la Commission européenne alerte sur le poids excessif de la dette des entreprises non financières de l’Union qui représentait 111% du PIB des 27 à fin 2020, soit 14 900 milliards d’euros). Or, le manque de fonds propres handicapant pour investir et se financer est un signal prépondérant du risque de défaillance. »

Les PME à la peine

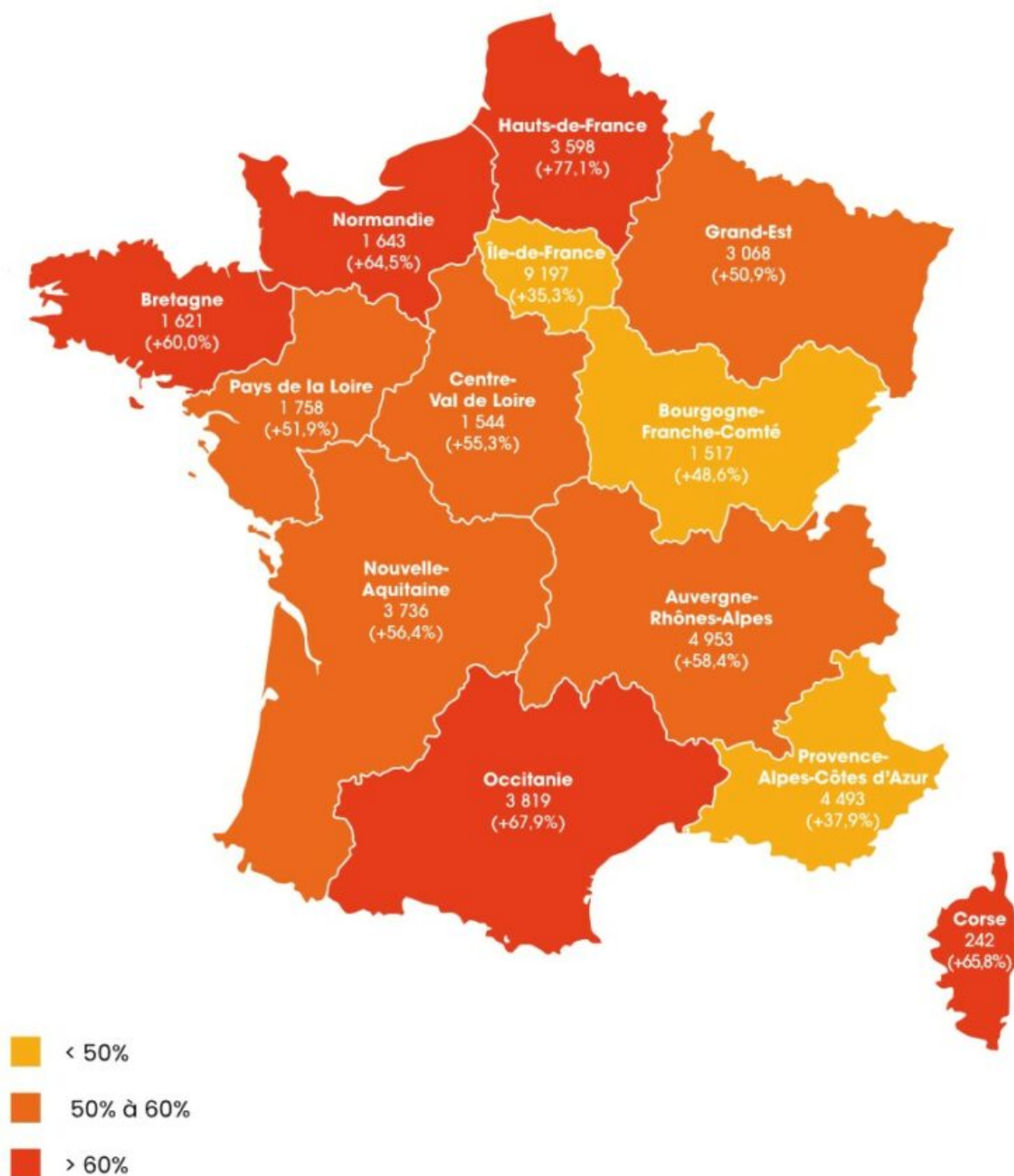
« Si le retour aux normes d’avant-Covid s’amorce depuis un an, l’augmentation des défaillances s’accélère pour les très jeunes entreprises et les PME » constate [la base de données internationales Altares](#).

En Provence-Alpes-Côte d’Azur, les TPE concentrent l’essentiel des défaillances (94%) et donnent donc le ton pour les indicateurs régionaux. 4106 entreprises de moins de 10 salariés ont défailli en 2022, un nombre en augmentation de 36,5% sur l’année, mais encore inférieur de plus de 880 par rapport à 2019. Plus de 630 TPE sont de création récente (moins de 3 ans). Or ces jeunes entreprises sont très vulnérables : leur nombre s’envole de 75 % sur un an.

Pour les PME la tendance accélère fortement, en particulier pour celles de moins de 50 salariés. 249 d’entre-elles ont fait défaut, c’est 61% de plus sur un an. Il faut remonter à 2016 pour trouver un nombre comparable (247). Dans ces conditions, le nombre d’emplois menacés bondit et passe de 8400 en 2021 à 12600 en 2022.

Ecrit par le 25 août 2024

Carte d'évolution des défaillances par région en 2021 / 2022



Ecrit par le 25 août 2024

© Altares

2023, une année de transition à bien négocier

« Il y a un an, nous rejetons l'hypothèse d'une explosion des défaillances en 2022, en anticipant malgré tout une hausse sensible des défauts, poursuit Thierry Millon. Si le cataclysme n'a pas eu lieu, le rythme est plus soutenu qu'envisagé, faisant craindre un retour aux valeurs d'avant crise plus tôt que prévu. 2019 s'était achevé sur 52 000 défaillances, 2023 pourrait dépasser ce seuil et nous ramener aux valeurs de 2017 au-delà de 55 000. La Provence-Alpes-Côte d'Azur pourrait alors dépasser 5 200 défauts. Un nombre certes important mais plutôt raisonnable au regard du contexte très difficile que nous traversons. Pour certaines TPE et PME, les chances de survie sont compromises. Pour certaines, la fragilité de leur structure financière est en cause. Pour d'autres c'est paradoxalement leur incapacité à honorer des carnets de commandes pourtant bien remplis qui pourrait les amener au défaut. En cause, les difficultés d'approvisionnement, l'explosion des coûts des matériaux et les problèmes de recrutement. Dans tous les cas, les prêteurs seront plus exigeants et se concentreront sur les sociétés dont les bilans seront les plus solides. Les contraintes financières (remboursement des dettes Covid et notamment PGE ; inflation ; hausse des taux ; facture énergétique, etc.) sont malheureusement vouées à peser toujours plus lourd. Alors que les tensions sur les trésoreries des entreprises se font déjà ressentir, le financement de l'exploitation et donc du BFR (Besoin en Fonds de Roulement) aura à n'en pas douter l'attention des directions financières des TPE PME comme des ETI. »

L.G.

(Vidéos) Epicerie associative et participative, 'Bouge ton coq' veut changer la donne

Ecrit par le 25 août 2024



'Bouge ton coq' lance son 3^e appel à candidature pour l'ouverture de nouvelles épiceries participatives 'Monépi' dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur jusqu'au 28 février.

Tout commence par un constat : «Aujourd'hui en France, 70% des communes rurales n'ont pas de commerce et un habitant rural doit parcourir en moyenne 24km pour faire ses courses de premières nécessités (source : Insee et OpinionWay),» relate Monépi, fondateur des épiceries participatives.

L'épicerie, un lieu social

Pourtant, « Dans un village, le commerce représente un lieu de lien social privilégié. Lorsqu'il disparaît, la dernière lumière s'éteint et c'est tout un village qui meurt. C'est pourquoi le mouvement citoyen 'Bouge ton coq' propose une aide financière, technique et un réseau aux maires, associations ou citoyens motivés par l'ouverture d'une épicerie participative. C'est ainsi que 2 épiceries ont été financées en Paca. »

La promesse ?

Ecrit par le 25 août 2024

Un système alimentaire créé par et pour les citoyens, avec, au programme, une plateforme de gestion gratuite, l'accès à nombre de producteurs locaux, zéro marges entre le producteur et le consommateur et une réduction de l'impact sur l'environnement.

Est-ce que ça marche ?

350 épis ont ouverts ou sont en construction. 60 000 produits issus de 3 500 producteurs ont déjà intégré le circuit et 14 000 familles s'y sont déjà investi.



DR

Pour quoi faire ?

Vous habitez une petite ville où une multitude de producteurs pourraient répondre aux besoins des habitants et vous cherchez un moyen de créer du lien social dans votre ville ? Les Epis, modèle d'épicerie associative et participative proposent de mettre leur savoir faire au service des mairies et des particuliers, pour la création d'épiceries conçues sans marges produits ni salaires.

Côté gestion ?

La plateforme monepi.fr gère la boutique et le paiement en ligne, le planning participatif, la gestion des adhésions, l'envoi des commandes aux producteurs, la comptabilité, ainsi que d'autres fonctionnalités. Les avances, recharges de compte des adhérents, servent à effectuer des commandes groupées et les adhésions permettent de couvrir les frais de fonctionnement : assurance, banque et éventuelles animations. Bouge ton coq propose même de verser 1 100€ à l'association pour l'aider sur l'amorçage du projet, précisant qu'une épicerie participative 'génère jusqu'à 150 000€ de chiffre d'affaires au bout d'une année'. Le nouvel épi bénéficiera de milliers de produits déjà référencés sur le réseau. Quant aux adhérents ? Ils choisissent les produits, organisent les dégustations et des ateliers cuisine.

Vous êtes un maire rural ?

Ecrit par le 25 août 2024

Et vous voulez soutenir l'ouverture d'une épicerie associative dans votre village ? Un épi, c'est un commerce sans charges et sans marges qui repose sur la participation des citoyens. Si vous avez un local à mettre à disposition d'une association pour accueillir l'épicerie, celui-ci pourrait tout de suite être utilisé et mis en valeur.

06 77 67 88 92 - a.delaguillonniere@bougetoncoq.fr



DR

Comment ouvrir une épicerie ?

Pour ouvrir son propre épi il faut, au préalable, créer une association avec d'autres habitants afin de se répartir les tâches et notamment pour élire un président, un trésorier et un secrétaire de l'association. Puis il est temps de quérir un local gratuit à la mairie ou auprès d'une autre association ou même d'un particulier ou d'une entreprise. Côté finances ? Epi promet que ça ne coûte rien en investissement et que la création d'une nouvelle épicerie s'étend, en moyenne, sur 2 à 3 mois. Appuyée par une réunion publique via la mairie ou les fondateurs de l'association, elle permet l'amorçage des adhésions -30€ par an - pour passer les premières commandes auprès des producteurs.

Pas à pas

Dans l'ordre ? On constitue son équipe ; on ouvre et on paramètre son compte monepi.fr ; on organise son assemblée constitutive d'association ; on recherche son local et ses fournisseurs ; on dépose les statuts de l'association ; on ouvre son compte bancaire ; on aménage le local, on prépare les premières commandes et on ouvre son épicerie.

Ecrit par le 25 août 2024



DR

Vive la boîte à outils

la boîte à outils ? Elle a tout mis en place pour que les néo-épiciers puissent se mettre, rapidement, en ordre de marche. Ce que l'on trouve dans celle-ci ? La présentation de tout le concept : présentation initiale, vidéo, flyer, charte des épis, modèles de statuts, de règlement, de convention de mise à disposition du local, l'assurance de l'association et du local.

Et aussi pour les habitants

Le côté ultra sympa du concept ? L'épicerie associative fonctionne aussi à l'université pour offrir aux étudiants des produits bon marché en direct des producteurs et en entreprise pour favoriser les liens entre les salariés.

En savoir plus

Lancé en janvier 2020, Bouge ton coq est un mouvement citoyen qui conçoit, finance et met en œuvre des opérations nationales réunissant entreprises, citoyens et pouvoirs publics pour essayer et passer à l'échelle des solutions d'intérêt général portant des alternatives concrètes pour l'amélioration du quotidien des territoires ruraux. Après une première collecte de 200 000€ (qui a permis de venir en aide à plus de 250 producteurs et commerçants dans 115 villages de France) intitulée 'C'est Ma Tournée' pendant la crise Covid, Bouge ton coq s'engage à présent pour réinstaller 2 000 épicerie participatives

Écrit par le 25 août 2024

dans les villages ruraux. L'appel à projet a lieu dès maintenant et jusqu'au 28 février.

Les infos pratiques

S'inscrire pour Bouge ton coq ? C'est [ici](#). Tout savoir sur Monépi ? C'est [ici](#). 06 77 67 88 92. a.delaguillonniere@bougetoncoq.fr toutes les infos générales [ici](#).

PACA : le Groupe Apave annonce le recrutement de 102 collaborateurs en 2023



Après l'intégration de 1 700 talents en 2022, le [Groupe Apave](#) poursuit son développement et lance sa nouvelle campagne de recrutement en France, à l'international et en Provence-Alpes-

Ecrit par le 25 août 2024

Côte d'Azur.

« Rejoindre le Groupe Apave c'est exercer un métier au cœur des grands enjeux et transformations du siècle. Transition écologique ou encore révolution numérique modifient en profondeur la nature des risques, la façon de les appréhender et de les gérer », déclare [Philippe Maillard](#), directeur général du [Groupe Apave](#).

Inspection, formation, essais-mesures, conseil et accompagnement technique, certification et labellisation : le plan de recrutements lancé par Apave concerne l'ensemble des métiers et filiales du Groupe. L'objectif est de recruter 102 nouveaux collaborateurs en Paca et 83 en Occitanie. Parmi les métiers les plus recherchés :

- Ingénieurs spécialisés en infrastructures et construction
- Inspecteurs assistance technique, électricité, mécanique
- Technicien inspection/technicien formateur
- Consultant formateur/diagnostiqueur immobilier

Une politique RH volontariste

Autonomie et responsabilités progressives, partage d'expertise, formations sur mesure pour favoriser la montée en compétences, évolution de carrière, mobilité dans toute la France, en Europe et à l'international... Le Groupe Apave déploie une politique volontariste d'accompagnement de ses collaborateurs dans l'évolution et la gestion de leur carrière au sein du Groupe.

Qu'il soit jeune diplômé, cadre, ingénieur, technicien, alternant ou encore stagiaire préparant un diplôme de bac +2 à bac +5, chaque nouveau collaborateur bénéficie d'un programme d'intégration personnalisés - parcours de formation, mais aussi dispositif de tutorat - pour une prise de poste dans les meilleures conditions.

Diversifier la palette des missions, animer et concevoir des stages de formation, devenir référent technique, réaliser des missions à l'international... Le Groupe Apave accompagne la montée en compétences et les ambitions d'évolution de ses collaborateurs tout au long de leur carrière grâce, notamment, à des parcours de formation interne sur-mesure.

Pour découvrir les emplois proposés par Apave, rendez-vous [ici](#).

J.R.

Ecrit par le 25 août 2024

Cadeaux de Noël : en Paca, les parents sont parmi les plus généreux du pays



Alors que les fêtes de fin d'année approchent à grands pas, le [Teenage Lab de Pixpay](#), la carte de paiement, dévoile son baromètre annuel « Cadeaux de Noël : les habitudes des ados et de leurs parents ».

Budgets, cadeaux, attentes... Le nouveau baromètre annuel « Cadeaux de Noël : les habitudes des ados et de leurs parents », réalisé par le [Teenage Lab de Pixpay](#), est l'occasion de découvrir comment les familles françaises se préparent pour Noël, mais aussi de comparer les habitudes en fonction des régions.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les parents sont parmi les plus généreux du pays. Alors que la moyenne nationale du budget cadeaux des parents est de 160€, elle s'élève à 180€ en Paca. La région se classe 4^{ème} derrière la Nouvelle-Aquitaine (192€), la Bourgogne-Franche-Comté (193€) et la Corse, loin devant avec

Ecrit par le 25 août 2024

un budget moyen de 270€. De l'autre côté du Rhône, en Occitanie, les parents sont le reflet de l'hexagone avec un budget cadeaux identique au budget national.

Si les parents sont 85% à déclarer pouvoir offrir de l'argent à Noël à leur enfant (54% de « pourquoi pas » et 31% de « je trouve ça sympa »), les adolescents ne sont que 67% à préférer recevoir de l'argent plutôt que des cadeaux. Une tendance qui s'inscrit dans la durée, ils étaient 68% en 2021.

Toujours concernant les adolescents, en Paca, les jeunes allouent 83€ pour leurs cadeaux de Noël contre 78€ à l'échelle nationale. Là encore la région se classe 4^{ème} derrière la Corse (95€), l'Auvergne-Rhône-Alpes (98€) et la Bourgogne-Franche-Comté (113€). Les adolescents d'Occitanie arrivent juste derrière ceux de Paca avec un budget de 82€.

Enquête réalisée entre le 21 et le 28 novembre auprès de 1600 adolescents et 625 parents utilisateurs de l'application Pixpay.

Crise énergétique : la chambre de métiers et de l'artisanat PACA se mobilise pour soutenir les artisans

Face à une nouvelle crise, énergétique cette fois, la chambre de métiers et de l'artisanat Provence-Alpes-Côte d'Azur (CMA PACA) se mobilise et sensibilise les pouvoirs publics pour venir en aide aux entreprises artisanales impactées.

Dès le mois de novembre, le président de la chambre de métiers et de l'artisanat Provence-Alpes-Côte d'Azur (CMA PACA), [Yannick Mazette](#), a interpellé le président de la région Sud, [Renaud Muselier](#), sur ses préoccupations face à cette nouvelle crise, sollicitant une aide financière pour les entreprises les plus impactées.

Dans le même temps, plusieurs dispositifs d'accompagnement pour les entreprises artisanales ont été mis en place avec plus de 150 agents fléchés sur le sujet et une motion de crise énergétique votée en Assemblée Générale.

En janvier, la CMA Provence-Alpes-Côte d'Azur accentuera son dispositif en proposant des webinaires pour accompagner les entreprises artisanales à comprendre leur facture d'énergie, en leur proposant des solutions et en présentant les modalités pour obtenir les aides gouvernementales ou régionales.

Ecrit par le 25 août 2024

Pour plus de renseignements concernant les aides disponibles : assistance84@cmar-paca.fr / 04 90 80 65 42.

J.R.

Les magasins de producteurs s'unissent pour promouvoir le local pour les fêtes de fin d'année



A quelques semaines des fêtes de fin d'années, les 15 magasins de producteurs de la région se mobilisent autour d'une même campagne de communication digitale afin de promouvoir la consommation locale.

« Et si le vrai père Noël était celui qui veille sur notre alimentation, notre santé, nos paysages et notre

Écrit par le 25 août 2024

économie locale ? » C'est le message que veut faire passer le [Réseau des magasins de producteurs de la région Provence Alpes-Côte d'Azur](#) (RMP Paca) à travers cette campagne à l'approche de Noël et du Jour de l'An. Le Réseau est composé de 15 magasins adhérents qui comptent 40 salariés et vendent les produits de 300 fermes sur une surface totale de 165m². En 2021, le volume de vente cumulé s'est élevé à 16 000 000€.

Les magasins de producteurs proposent divers produits tels que des fruits et légumes, de la viande, des produits laitiers, du vin, du poisson, des truffes, des nougats et bien d'autres choses pour régaler les papilles des consommateurs. Tous les produits sont issus de fermes locales qui sont membres du point de vente, et ils sont adaptés en fonction des saisons.



RÉSEAU des MAGASINS de PRODUCTEURS
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Vous croyez au Père Noël ?

NOUS OUI !

Acheter dans les **magasins de producteurs**,
c'est s'offrir le plus beau des cadeaux

Notre économie locale

Nos territoires

Nos paysages

Notre santé

DR

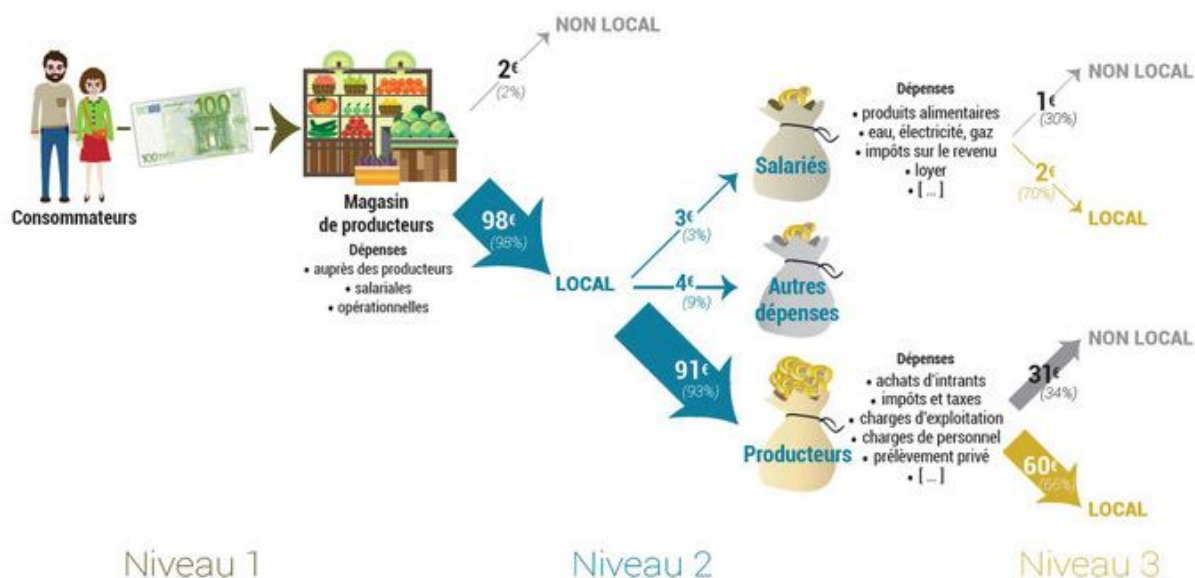
Acheter dans un magasin de producteurs pour en faire profiter le territoire

D'une part, un achat dans un magasin de producteurs permet à ces derniers d'être rémunérés correctement, et ainsi de voir le travail valorisé. D'autre part, il permet d'acheter des produits locaux, frais et de saison, en circuit-court, de s'alimenter de manière durable, de maintenir l'agriculture locale, mais aussi de contribuer à la richesse des territoires.

En effet, 1€ dépensé dans un magasin de producteurs, c'est en réalité 2,50€ pour son territoire. C'est ce

Ecrit par le 25 août 2024

qu'a révélé une étude menée dans cinq magasins de producteurs du Luberon par l'[association Trame](#), l'[Inrae](#) et RMP Paca. Les premiers résultats montraient qu'1€ dépensé dans un magasin de producteurs est dépensé entre 2 et 2,5 fois sur le territoire dans un rayon de 30km autour du magasin. Ce coefficient s'approche de son seuil maximal de 3, ce qui signifierait que l'ensemble de l'apport monétaire initial est dépensé localement. Un argument, selon RMP Paca pour donner du sens à ses achats de Noël.



DR

V.A.

France 2030 en Provence-Alpes-Côte d'Azur : un maillage local puissant

Ecrit par le 25 août 2024



Le 18 novembre, la Première ministre Elisabeth Borne présidait le comité de suivi national France 2030. A cette occasion, un premier bilan de l'action lancée par le Président la République il y a un an a été dressé. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les projets soutenus par France 2030, marquent un dynamisme territorial fort et croissant.

Politique prioritaire du Gouvernement, France 2030 porte une ambition claire : positionner la France non pas seulement en simple acteur, mais bien en leader du monde de demain. Depuis un an, son déploiement est marqué par le soutien à de nombreux projets locaux. Au total, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce sont 101 projets lauréats et 200 millions d'euros engagés.

Parmi ces projets, celui de la société Antofenol qui porte sur la construction d'un site de production 100% dédié au bio-contrôle dans le Vaucluse. Aix Marseille Université porte quant à elle un projet de renforcement de la cité de l'innovation et des savoirs qui vise à renforcer les démarches de recherche, d'innovation et d'accélération de projet en favorisant le lien entre chercheurs, entrepreneurs et industriels.

Pour renforcer l'ancrage territorial du plan, 11 régions se sont déjà associées à l'Etat pour déployer un volet régionalisé de France 2030 copiloté par les présidents des conseils régionaux et les préfets de région.

Doté de 1 milliard d'euros financé à parité par l'Etat et les régions, « France 2030 régionalisé » a pour objectif d'accompagner l'innovation des start-ups, PME, ETI ou organismes locaux sur tout le territoire national. Sa particularité réside dans son mode de financement paritaire : chaque euro investi par l'Etat est complété d'un euro investi par la région.

Ecrit par le 25 août 2024

Pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce sont 74 millions qui vont permettre à la préfecture de région et au conseil régional de détecter et d'accompagner, avec les services et leurs partenaires, des projets innovants afin de faire naître des champions français capables d'essaimer par-delà les frontières nationales.

J.R.